



MAI  
2022



# La paix par la force

## La modernisation de la défense sud-coréenne sous la présidence Moon Jae-in

Centre des études  
de sécurité

Rémy HÉMEZ

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0535-0

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : © Navire de guerre de la marine de la République de Corée DDG-991, revue navale en mer de Yeosu © Yeongsik Im/Shutterstock

### **Comment citer cette publication :**

Rémy Hémez, « La paix par la force. La défense de la Corée du Sud sous la présidence Moon Jae-in », *Note de l'Ifri*, Ifri, 4 mai 2022.

### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

# Auteur

**Rémy Hémez** est officier de l'armée de Terre. Il a été détaché en tant que chercheur au Laboratoire de recherche sur la défense (LRD) de l'Ifri de 2015 à 2017. Il est l'auteur de nombreux articles sur la défense sud-coréenne.

# Résumé

Le plan de modernisation de la défense sud-coréenne, intitulé *Defense Reform 2.0*, représente un effort capacitaire considérable depuis 2018. Le président sortant, Moon Jae-in, a misé en particulier sur l'acquisition de hautes technologies ainsi que sur la transformation de la base industrielle et technologique de défense coréenne en un fournisseur national et international important.

En outre, la Corée du Sud est proactive dans sa recherche d'autonomie stratégique. À cet égard, les composantes navale et aérienne de son armée sont diversifiées, notamment en amorçant la construction d'une marine océanique. Séoul cherche également à développer ses capacités de renseignement et de détection par la capacité spatiale afin de se prémunir contre toute attaque qui viendrait du nord de la péninsule.

Il convient cependant de préciser que ces développements ne se font pas aux dépens de la relation historique que la Corée du Sud entretient avec les États-Unis. En effet, même si elle s'est faite plus discrète sous la présidence de Donald Trump et que les doutes planant sur l'étendue du parapluie nucléaire américain persistent, l'alliance militaire entre Washington et Séoul perdure. Dans le même temps, la république de Corée tente de ne pas se laisser enfermer dans la compétition sino-américaine, la Chine restant un important partenaire commercial.

Enfin, la réforme des armées entreprise sous la présidence Moon Jae-in, destinée à rompre avec une culture militaire jugée arriérée et à miser sur la technologie dans un contexte de décroissance démographique, n'a pas totalement aboutie.

# Abstract

South Korea's defense modernization plan, *Defense Reform 2.0*, represents a significant effort in terms of military capabilities since 2018. The outgoing president, Moon Jae-in, has placed particular emphasis on high-tech acquisition as well as transforming the Korean defense industrial and technological base into a major domestic and international supplier.

In addition, South Korea is proactive in its quest for strategic autonomy. In this regard, the naval and air components of its military are being diversified, notably by initiating the construction of an oceanic navy. Seoul is also seeking to develop its intelligence and detection capabilities through space-based capabilities to protect itself against any attack from the north of the peninsula.

It should be noted, however, that these developments do not come at the expense of South Korea's historic relationship with the United States. Indeed, even if it has become more discreet under the presidency of Donald Trump and doubts persist about the extent of the American nuclear umbrella, the military alliance between Washington and Seoul continues. At the same time, the Republic of Korea is trying not to get caught up in the Sino-American competition, as China remains an important trading partner.

Finally, the armed forces' reform undertaken under the Moon Jae-in presidency, intended to break with a military culture considered backward and to focus on technology in a context of demographic decline, has not been entirely successful.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>6</b>
<b>UNE STRATÉGIE DE DÉFENSE AMBITIEUSE .....</b>	<b>8</b>
<b>LE NAVAL ET L'AÉRIEN EN POINTE DE LA MODERNISATION.....</b>	<b>10</b>
<b>RENSEIGNEMENT ET NUCLÉAIRE :</b>	
<b>LA DIFFICILE QUÊTE DE L'AUTONOMIE .....</b>	<b>12</b>
<b>L'ALLIANCE MILITAIRE AVEC LES ÉTATS-UNIS.....</b>	<b>14</b>
<b>LE SERVICE MILITAIRE : UNE RÉFORME IMPOSSIBLE ? .....</b>	<b>17</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>19</b>

# Introduction

Dès la fin de la guerre de Corée en 1953, Séoul ambitionne de construire un outil de défense pour faire face à la menace permanente et immédiate de son voisin du Nord. La Corée du Sud a depuis parcouru un long chemin, des régimes autoritaires successifs à l'avènement de la démocratie, de la pauvreté à l'une des économies les plus puissantes du monde. Elle a néanmoins conservé cet ennemi à sa porte. Cette menace existentielle dimensionne la stratégie sud-coréenne de sécurité et de défense dont les trois piliers sont le maintien du *statu quo* par la dissuasion, l'alliance avec les États-Unis et la « défense active de l'avant<sup>1</sup> » (*forward active defense*).

Le président Moon Jae-in, élu en mai 2017, n'a pas bouleversé ces fondamentaux stratégiques en s'inscrivant dans une ligne politique résumée par la formule de « paix par la force<sup>2</sup> ». S'il a poursuivi avec constance la voie du dialogue et de la patience avec la Corée du Nord, il a également mené en parallèle une politique de défense ambitieuse. Cette dernière est conforme à une volonté d'autonomisation en marche depuis les années 1970, liée à des aspirations de puissance moyenne<sup>3</sup> ainsi qu'à la nécessaire prise en compte de l'environnement stratégique régional : montée en puissance de la Chine, « normalisation » militaire du Japon et accroissement important de son budget de défense, repositionnement des États-Unis en Asie.

Le premier déterminant de la stratégie de défense sud-coréenne est néanmoins demeuré la menace nord-coréenne<sup>4</sup>, ce qui explique le nombre limité de déploiements extérieurs<sup>5</sup>. Si un scénario d'invasion et d'occupation totale paraît irréaliste à court terme, le risque d'escalade n'est pas pour autant absent. Le rapport de force conventionnel entre les deux pays, bien que caractérisé par une nette asymétrie quantitative en faveur de la Corée du Nord, quatrième armée au monde en effectifs – soit 1 280 000 hommes

---

1. J. Kim, « Strategic Culture of the Republic of Korea », *Contemporary Security Policy*, vol. 35, n° 2, 2014, p. 270-289 ; M. Raska, *Military Innovation in Small States: Creating a Reverse Asymmetry*, London, Routledge, 2016, p. 102-106.

2. Expression régulièrement utilisée par Moon Jae-in. Voir R. P. Pardo, « Unpacking “Peace Through Strength” », *KF-VUB Korea Chair*, n° 12, décembre 2019.

3. L. Kim, « A Hawkish Dove? President Moon Jae-in and South Korea's Military Buildup », *War on the Rocks*, 15 septembre 2021, disponible sur : <https://warontherocks.com> ; J. Jeong, « South Korea's “Doves” Seek Peace Through Strength », *War on the Rocks*, 2 février 2022, disponible sur : <https://warontherocks.com>.

4. M.-S. Kim, « The State of the North Korean Military », in C. Min Lee et K. Botto (dir.), *Korea Net Assessment 2020: Politicized Security and Unchanging Strategic Realities*, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 2020, p. 19-29 ; *North Korea Military Power*, Defense Intelligence Agency, septembre 2021 ; S. Mitzer et J. Oliemans, *The Armed Forces of North Korea: On The Path Of Songun*, Warwick, Helion & Company, 2020.

5. 409 hommes au Liban (UNIFIL), 272 au Soudan du sud (UNMISS) et 170 forces spéciales aux EAU dans le cadre d'un partenariat actif depuis 2011.

d'active –, est à l'avantage de la Corée du Sud. En effet, les capacités de Pyongyang, faute de modernisation d'ampleur, se sont dégradées ces dernières années. Rien n'assure cependant une victoire de Séoul en cas de conflit. Bien d'autres facteurs sont à prendre en compte comme le manque cruel de profondeur stratégique<sup>6</sup>, une société nord-coréenne préparée à la guerre ou l'accent mis par la Corée du Nord sur des capacités non conventionnelles ou asymétriques : nucléaire, chimique et biologique, forces spéciales, cyber, guerre électronique et balistique. Bien que la plupart de ses missiles manquent de précision et de fiabilité, Pyongyang possède une gamme de vecteurs toujours plus complète et en amélioration constante. Elle produit de l'uranium hautement enrichi, peut compter sur un stock grandissant de matériel fissile, disposerait déjà de 30 à 60 armes nucléaires<sup>7</sup> et serait en capacité de les miniaturiser pour les monter sur sa gamme de missiles.

---

6. S. Barnett *et al.*, « North Korean Conventional Artillery: A Means to Retaliate, Coerce, Deter, or Terrorize Populations », RAND Corporation, 2020.

7. K. Devenport, « Nuclear Weapons: Who Has What at a Glance », *Arms Control Association*, janvier 2022, disponible sur : [www.armscontrol.org](http://www.armscontrol.org).



# Une stratégie de défense ambitieuse

Depuis l'arrivée au pouvoir de Moon Jae-in, les budgets de la défense ont augmenté en moyenne de 7 % par an, soit un rythme plus élevé que sous les deux présidences précédentes. Pour le budget 2022, 46,32 milliards de dollars ont été votés pour la défense, représentant un bond de 3,4 % par rapport à 2021, le ralentissement s'expliquant par la crise du Covid-19 et des dépenses en soutien de l'économie. La Corée du Sud avait en 2021 le dixième budget de défense au monde en volume<sup>8</sup>. Le plan 2022-2025 alloue 271,5 milliards de dollars à la défense, dont 90 milliards pour les acquisitions, une majoration de 5 % par rapport au plan précédent. Ces augmentations budgétaires sont nécessaires pour mener la *Defense Reform 2.0* voulue par Moon Jae-in. Dans la continuité des nombreuses réformes lancées depuis 2005, ses objectifs principaux étaient de réduire les effectifs à 500 000 hommes (pour 599 000 soldats d'active), de renforcer le nombre de cadres, d'améliorer les conditions du personnel, notamment en accroissant les soldes, et d'acquérir davantage d'équipements de haute technologie. Alors que la Corée du Sud demeure l'un des plus gros importateurs d'armement, elle cherche à accroître jusqu'à 80 % la part des équipements nationaux dans les acquisitions<sup>9</sup> et veut orienter davantage son industrie de défense vers l'export. Moon Jae-in a d'ailleurs créé un bureau dédié à ces exportations dans son équipe présidentielle et a connu de très beaux succès, comme en témoigne le contrat de 3,5 milliards de dollars signé en janvier 2022 avec les Émirats arabes unis pour la vente de missiles *Cheongung II* KM-SAM ou celui signé avec l'Égypte en février 2022 pour des obusiers automoteurs K-9.

Une large part du budget est donc allée aux soldes et à l'amélioration des conditions de vie des soldats, mais cette politique permet également à Séoul de progresser sur les trois axes qui fondent sa stratégie de défense depuis 2012. Le premier est la « *Kill Chain* » mettant en réseau des moyens de frappe à distance (missiles balistiques et moyens aériens) et de renseignement (dont des drones RQ-4 *Global Hawk*). Le but : détecter des préparatifs de lancement des missiles nord-coréens et, dans l'idéal, lancer des frappes préemptives contre les sites de lancement et des installations militaires clés. Le deuxième axe est le Nuclear-WMD Response System, auparavant connu sous le terme Korea Massive Punishment and Retaliation (KMPR). En cas de conflit ouvert, il s'agit de mener des représailles contre

---

8. *The Military Balance 2022*, International Institute for Strategic Studies, 2022.

9. Yonhap, « S. Korea to Implement "Buy Korea Defense" Plan this Month », *The Korea Herald*, 18 août 2021.

les dirigeants nord-coréens et les infrastructures. Troisième axe, le Korea Missile Defense (KMD), qui a pour but de détruire tout missile qui survivrait aux frappes préemptives, ou de répondre en cas d'attaque non détectée. Encore largement expérimental, il devrait être en partie opérationnel vers 2025. « *Kill Chain* », Nuclear-WMD Response System et KMD ont été intégrés dans un « *strategic strike system* » par l'administration Moon pour mieux contrer la menace nord-coréenne.

Cette stratégie de défense centrée sur la dissuasion conventionnelle pousse vers des options d'acquisition et de développement d'équipements militaires fortes. C'est le cas entre autres pour les missiles qui sont au cœur des trois axes décrits<sup>10</sup>. Séoul a débuté son programme balistique dès les années 1970 mais il s'est véritablement accéléré en 2008. Aujourd'hui, le pays dispose d'une capacité relativement complète. Un des grands succès de Moon Jae-in, la fin des « *missiles guidelines* » en mai 2021 – un accord signé avec les États-Unis limitant la portée et la charge utile des missiles sud-coréens – s'est rapidement concrétisé. En septembre 2021, Séoul a annoncé avoir testé un missile balistique avec une tête conventionnelle de 6 tonnes et être en phase de développement d'un engin qui en aurait une de 7 à 8 tonnes. Le même mois, le président Moon a invité ses compatriotes à être « fiers » du lancement d'un SLBM (*Hyunmoo 4-4*) depuis un sous-marin AIP de la classe KSS-III<sup>11</sup>. La Corée du Sud devenait alors le huitième pays détenant cette capacité<sup>12</sup>. Un missile hypersonique est par ailleurs en développement. Dans le secteur de la défense anti-missiles, Séoul a annoncé en 2021 vouloir investir 2,5 milliards de dollars dans la recherche et le développement d'un système proche de l'*Iron Dome* israélien – un système de défense aérienne mobile conçu pour intercepter des roquettes et obus de courte portée –, dans le but de le déployer pour protéger Séoul et certaines installations militaires à partir de 2035<sup>13</sup>.

---

10. N. Seltzer, « *Baekgom*: The Development of South Korea's First Ballistic Missile », *The Nonproliferation Review*, vol. 26, n° 3-4, 2019, p. 289-327.

11. S.-Y. Choi, « Moon Says S. Korea Should Take Pride in Latest Missiles », *The Korea Herald*, 3 octobre 2021.

12. Le lancement de missiles balistiques par un sous-marin classique est même une première technologique. Voir H. I. Sutton, « Game Changer: AIP Submarine Has Fired A Ballistic Missile For The First Time », *Naval News*, 7 septembre 2021, disponible sur : [www.navalnews.com](http://www.navalnews.com).

13. Les avis sont partagés quant à l'utilité de l'*Iron Dome* face à un adversaire conventionnel disposant d'une artillerie puissante. Voir N. Park, « An Israeli-Style "Iron Dome" Won't Improve South Korea's Defence », *East Asia Forum*, 12 août 2021, disponible sur: [www.eastasiaforum.org](http://www.eastasiaforum.org).

# Le naval et l'aérien en pointe de la modernisation

Dans le domaine naval, les ambitions de Séoul sont également importantes. Avec son plan Defense Vision 2045, rendu public en 2019, la marine sud-coréenne, déjà septième du monde en tonnage en 2021, se donne comme objectif d'être pleinement océanique d'ici à 2045. Focalisée sur le Nord, la Corée du Sud est en effet considérablement moins bien préparée pour défendre ses intérêts maritimes lointains, en particulier en Indo-Pacifique. Or elle est fortement dépendante au commerce maritime et à l'importation d'énergie ce qui la rend très sensible aux menaces sur les voies de communication maritimes (SLOC). Pour atteindre cet objectif, Séoul a annoncé en juillet 2019 vouloir acquérir d'ici à 2033 un porte-avion léger de 30 000t construit localement. 20 avions de combat F-35B pourraient être commandés pour l'armer. Ce choix d'un porte-avions, fruit d'une intense campagne de *lobbying* de la marine, est controversé et n'a pas reçu tous les financements nécessaires en 2021, ni pour 2022<sup>14</sup>. Il prend néanmoins place dans une compétition de puissance bien réelle dans la région, en particulier avec la Chine et le Japon, Séoul estimant que la préservation de ses intérêts en mer est difficilement atteignable sans disposer de ce type de bâtiment<sup>15</sup>. Dans le même temps, en 2018, la Corée du Sud a commandé six avions de patrouille maritime P-8 (première livraison en 2022) et la modernisation de la flotte de surface se poursuit. Par exemple, le 10 novembre 2021, la quatrième frégate de classe *Daegu* (programme FFX *batch II*) a été admise en service. Les sous-marins ne sont pas en reste. En août 2021, la Corée du Sud a admis au service actif la tête de sa nouvelle classe de sous-marins anaérobie de conception nationale (KSS-III) : le *Dosan Ahn Changho*<sup>16</sup>. Huit autres unités doivent être construites d'ici à 2029. Ils représentent une double rupture stratégique: le passage à des bâtiments océaniques et la possibilité de mener des frappes dans la profondeur. L'acquisition de KSS-III prend aussi place dans un contexte géopolitique de fort développement des flottes de sous-marins en Asie. Enfin, des voix s'élèvent depuis plusieurs années en Corée du Sud pour promouvoir l'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire. L'accord AUKUS signé par l'Australie avec les États-

---

14. D. Lee, « South Korea's CVX Aircraft Carrier Project Faces New Budget Cuts », *Naval News*, 16 novembre 2021, disponible sur : [www.navalnews.com](http://www.navalnews.com) ; I. Bowers, « Light Aircraft Carrier is a Useful Strategic Tool », *The Korea Times*, 30 mars 2021.

15. K.-J. Ban, « Aircraft Carrier Balancing in Northeast Asia and South Korea Carrier Program: Power, Threat, and Function », *The Korean Journal of Defense Analysis*, vol. 33, n° 1, mars 2021, p. 43-65.

16. P. Langlois, « *Dosan Ahn Changho*, Séoul mise sur l'océanique », *Défense et Sécurité Internationale*, n° 156, novembre-décembre 2021, p. 96-100.

Unis et le Royaume-Uni en septembre 2021 a ravivé cette ambition : un projet de réacteur nucléaire national serait sur les rails<sup>17</sup>.

L'armée de l'Air sud-coréenne, avec ses 579 aéronefs aptes au combat dont 494 chasseurs – soit près du double de la chasse française –, est l'une des forces aériennes les plus capables et modernes en Asie. Son objectif, depuis un peu plus d'une dizaine d'années, est de disposer d'une composante autonome pour des frappes dans la profondeur. Le cœur de sa modernisation passe par le programme « F-X » destiné au remplacement de ses chasseurs les plus anciens (30 F-4E *Phantom II* et 174 F-5E/F5-F encore en service). Il comprend l'acquisition, en 2014 et pour 6,33 milliards de dollars, de 40 F-35A. Depuis 2019, l'achat de 20 F-35A et 20 F35B est par ailleurs étudié, sans que la décision soit tranchée. La capacité opérationnelle initiale de la première escadrille équipée de ce chasseur de cinquième génération a été déclarée le 17 décembre 2018. Deuxième volet du programme F-X, marquant encore une fois cette volonté d'autonomie : le développement local par KAI en partenariat avec Lockheed Martin et l'Indonésie depuis 2015 du K-21 *Boramae*, un avion de génération 4.5. En avril 2021, tenant les délais, un prototype a été présenté dont le premier vol devrait avoir lieu en juin 2022. Le K-21 doit être opérationnel au milieu de la décennie 2020 avec une cible d'acquisition de 120 exemplaires pour remplacer les F-16.

---

17. H. Shin et J. Kim, « S. Korea's Ruling Party Presidential Candidate Pushes for Nuclear-Powered Submarines », *Reuters*, 30 décembre 2021, disponible sur : [www.reuters.com](http://www.reuters.com) ; R. Hémez, « La marine de la Corée du Sud : de la défense côtière aux sous-marins nucléaires ? », *Revue Défense Nationale*, vol. 805, n° 10, 2017, p. 49-54 ; H.I. Sutton, « South Korea's First Nuclear Submarine Looks Closer », *Naval News*, 15 décembre 2021, disponible sur : [www.navalnews.com](http://www.navalnews.com).

# Renseignement et nucléaire : la difficile quête de l'autonomie

Le domaine du renseignement et de la détection constitue un autre effort capacitaire important, toujours dans l'idée d'une recherche d'autonomie essentiellement pour faire face en cas d'abandon des Américains et afin de s'affirmer comme puissance moyenne. L'achat de quatre drones RQ-4 *Global Hawk*, livrés entre décembre 2019 et octobre 2020, est à ce titre particulièrement symbolique. L'acquisition de deux Boeing 737-700 AEW&C supplémentaires a aussi été annoncée en 2020, alors que quatre sont déjà en service. Cet effort se traduit également en organisation avec la création, fin 2020, d'une unité de l'armée de l'Air dédiée à la reconnaissance.

Le spatial est un sujet majeur pour le renseignement. Séoul veut investir 13,6 milliards de dollars sur 10 ans pour acquérir les technologies nécessaires au développement de satellites militaires<sup>18</sup>. C'est en effet une cause de dépendance vis-à-vis des États-Unis car si la Corée du Sud a déjà mis en orbite des satellites d'observation civils et de télécommunication militaires, le programme de satellites militaires d'observation piétine. Séoul dispose déjà d'un atout, un lanceur local : *Nuri*. En septembre 2021, un plan de développement de microsattelites de reconnaissance opérant en orbite basse, pour un premier lancement en 2025, a été mis sur la table.

Sujet sensible, l'acquisition de l'arme nucléaire continue de faire l'objet de nombreux débats. La Corée du Sud est un État dit « de seuil », c'est-à-dire qu'elle a pratiquement acquis la maîtrise de la fabrication d'une bombe nucléaire. Des plaidoyers pour qu'elle le fasse font régulièrement surface, contre la position officielle des gouvernements successifs et celle de la plupart des responsables politiques – dont Moon Jae-in – et militaires qui sont bien conscients du coût politique exorbitant d'un tel pas<sup>19</sup>. Cependant, l'opinion publique sud-coréenne est, depuis longtemps, majoritairement en faveur de l'acquisition de l'arme nucléaire – à 71 % selon un sondage du Chicago Council de 2022<sup>20</sup>. C'est le reflet de frustrations profondes et en particulier de la peur de l'abandon par les États-Unis alors que les progrès nord-coréens dans les domaines balistiques et nucléaires sont constants.

---

18. S.-S. Park, « South Korea to Invest \$13.6 billion to Bolster Defense Capabilities in Outer Space », *Space News*, 19 août 2021, disponible sur : <https://spacenews.com>.

19. L. Sukin et T. Dalton, « Why South Korea Shouldn't Build Its Own Nuclear Bombs », *War on the Rocks*, 26 octobre 2021, disponible sur : <https://warontherocks.com>.

20. T. Dalton *et al.*, « Thinking Nuclear: South Korean Attitudes on Nuclear Weapons », *The Chicago Council on Global Affairs*, 21 février 2022, disponible sur : [www.thechicagocouncil.org](http://www.thechicagocouncil.org).

Autre option souvent mise en avant<sup>21</sup>: le retour d'armes nucléaires tactiques américaines dans la péninsule, comme ce fut le cas entre 1958 et 1991. Elle a toujours été rejetée par les États-Unis et cela ne devrait pas évoluer avec l'administration Biden qui cherche à réduire la place du nucléaire dans la stratégie américaine. Le président Moon Jae-in s'est également opposé à plusieurs reprises à cette éventualité<sup>22</sup>. Il est vrai qu'un redéploiement de ce type, difficile à mettre en œuvre, semble peu utile dans un contexte de supériorité conventionnelle et alors que l'arsenal nucléaire stratégique américain offre davantage de flexibilité<sup>23</sup>.

---

21. Yonhap, « Yoon Says he Will Request Redeployment of US Tactical Nukes in Case of Emergency », *The Korea Herald*, 22 septembre 2021.

22. Yonhap, « Moon Rules out Nuclear Weapons in South Korea », *Yonhap News Agency*, 14 septembre 2017, disponible sur : <https://en.yna.co.kr>.

23. A.F. Woolf et E. Chanlett-Avery, « Redeploying U.S. Nuclear Weapons to South Korea: Background and Implications in Brief », *Congressional Research Service Report*, 14 septembre 2017.

# L'alliance militaire avec les États-Unis

L'alliance américaine, « forgée dans le sang<sup>24</sup> » est formalisée depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1953 par un traité de défense mutuelle. Elle demeure l'une des plus fortes au monde. Les 28 500 militaires américains déployés en Corée du Sud constituent une assurance importante de la solidarité américaine en cas de crise de par leur fonction quasi sacrificielle de « *tripwire* » (fil piège). Séoul bénéficie également de la doctrine américaine de dissuasion élargie, souvent appelé « parapluie nucléaire », régulièrement réaffirmée<sup>25</sup>.

Comme toute alliance, celle-ci est traversée de débats parfois vifs et de controverses politiques et militaires. Les premières années du mandat de Moon Jae-in ont été particulièrement agitées. Donald Trump, dès sa campagne de 2016, a vu dans le déploiement américain sur la péninsule une aide à sens unique et a appelé à un désengagement. Logiquement, les tensions autour du Special Measures Agreement (SMA), l'accord qui répartit le coût du stationnement des troupes américaines dans la péninsule, se sont accrues<sup>26</sup>. En l'absence de consensus en 18 mois de négociations, des menaces d'un retrait partiel des troupes américaines se sont fait jour. Autre sujet délicat, celui des grands exercices communs de niveau théâtre, là où l'interopérabilité se forge et où les troupes s'aguerrissent. Depuis 2018 et le sommet de Singapour entre Donald Trump et Kim Jong-un, il n'y en a pas eu sur le terrain pour ne pas raviver les tensions avec le Nord. La pandémie de Covid-19 n'a pas permis la reprise de ces exercices. Même les exercices de simulation sont sujets à des attermoissements, essentiellement sud-coréens, pour ne pas froisser Pyongyang. C'était encore le cas à l'été 2021.

Si la présidence Trump a fait tanguer l'alliance, l'arrivée de l'administration Biden permet d'envisager son renforcement. En témoigne,

---

24. W. Stueck et B. Yi, « “An Alliance Forged in Blood”: The American Occupation of Korea, the Korean War, and the US–South Korean Alliance », *Journal of Strategic Studies*, vol. 33, n° 2, 2010, p. 177-209.

25. De nombreux experts de défense en Corée du Sud sont convaincus que tout effort visant à réduire l'importance des armes nucléaires dans la dissuasion élargie serait préjudiciable à la sécurité de Séoul. D'où des inquiétudes face aux débats qui ont eu lieu, encore récemment, aux États-Unis autour du « *sole purpose* », visant à restreindre explicitement l'emploi des armes nucléaires à la dissuasion face à une puissance nucléaire ou à la réponse à une attaque nucléaire. La Corée du Nord et la Chine pourrait percevoir ce « *sole purpose* » comme diminuant la crédibilité de la dissuasion élargie et donc accroître le risque de la coercition nucléaire en vue d'un découplage de l'alliance. Voir T. Dalton, « Between Seoul and Sole Purpose: How the Biden Administration Could Assure South Korea and Adapt Nuclear Posture », *War on the Rocks*, 9 février 2021, disponible sur : <https://warontherocks.com>.

26. P. Stewart et I. Ali, « Exclusive: Inside Trump's Standoff with South Korea Over Defense Costs », *Reuters*, 10 avril 2020, disponible sur : [www.reuters.com](http://www.reuters.com).

notamment, le règlement, dès mars 2021, de la question du SMA. La Corée du Sud a payé 1,059 milliards de dollars en 2021, une augmentation de 13,9 % par rapport à 2019<sup>27</sup>. Le sommet entre Joe Biden et Moon Jae-in du 21 mai 2021 a mis fin aux « *missiles guidelines* » évoquées plus haut. Au cours de cette même rencontre, les deux présidents ont partagé leur vision commune d'un déploiement de l'alliance en dehors de la péninsule pour une « Indo-Pacifique inclusive, libre et ouverte » (*inclusive, free and open Indo-Pacific*), la première mention publique du terme « Indo-Pacifique » par la Corée du Sud. Dans la même déclaration conjointe, également pour la première fois, l'importance de préserver la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan est évoquée<sup>28</sup>. Deux points qui peuvent être perçus comme les prémices d'une ouverture stratégique de la Corée du Sud à sa région. Par ailleurs, les conclusions de la *Global Posture Review* américaine actent le maintien de 28 500 militaires américains dans la péninsule et préconisent même les déploiements additionnels d'une escadrille d'hélicoptères *Apache* et d'un état-major d'artillerie divisionnaire.

Moon Jae-in, s'inscrivant dans cette recherche d'autonomie, a déployé beaucoup d'énergie pour obtenir le transfert du contrôle opérationnel (OPCON) des forces armées sud-coréennes. Depuis 1950, la Corée du Sud a perdu (volontairement) le contrôle opérationnel sur ses troupes, d'abord au profit du commandement de l'Organisation des Nations unies (UNC) puis, à partir de 1978, de celui du général américain commandant le Combined Force Command (CFC). Le 1<sup>er</sup> décembre 1994, l'OPCON a été rendu, uniquement pour le temps de paix, au commandement interarmées sud-coréen. Son transfert total, décidé en 2006 pour avoir lieu en 2012, a été repoussé à plusieurs reprises<sup>29</sup>. En 2014, les deux pays ont finalement décidé de ne plus fixer de délai pour la transition mais de la faire dépendre des progrès sud-coréens dans un certain nombre de domaines, en particulier ceux du commandement de forces multinationales, de la défense antimissiles et du renseignement<sup>30</sup>. La récupération pleine et entière de l'OPCON par Séoul est très débattue au sein de la classe politique sud-coréenne. Les conservateurs souhaitent maintenir la situation actuelle car ils la perçoivent comme une garantie du maintien de l'engagement américain. Les libéraux, quant à eux, en font davantage une question de souveraineté, comme c'était le cas pour Moon Jae-in qui voulait la réaliser « le plus tôt possible<sup>31</sup> ». Cette volonté reste non atteinte à la fin de son mandat.

---

27. S. Kim, « After 18 Months of Tough Talks, SMA is Signed with U.S. », *Korea JoongAng Daily*, 8 avril 2021.

28. « U.S.-ROK Leaders' Joint Statement », The White House, 21 mai 2021.

29. B.W. Bennett, « Making a U.S.-ROK Alliance Military Coordination Center Work after OPCON Transition: A U.S. Perspective », *The Korean Journal of Security Affairs*, vol. 14, n° 1, 2009, p. 21-58.

30. B. Klingner, « Enhance South Korean Military Capabilities before OPCON Transfer », *The Heritage Foundation*, 2 décembre 2019, disponible sur: [www.heritage.org](http://www.heritage.org).

31. « Moon Vows to Push for Early Takeover of Wartime Troop Control, Enhance Deterrence Against North », *Yonhap News Agency*, 23 avril 2017.



Reste que la solidarité stratégique qui implique que Washington soit prêt à risquer sa propre sécurité pour défendre celle de la Corée du Sud ne va pas de soi alors que Pyongyang détiendrait une capacité crédible de frappe nucléaire sur le territoire américain (*Hwasong-12* et, surtout, *Hwasong-15* et 16). Ensuite, l'alliance contraint aussi Séoul à un laborieux jeu d'équilibriste avec la Chine, son premier partenaire commercial depuis 2004 mais également un compétiteur stratégique, parfaitement illustré par la mise en place de sanctions économiques chinoises à la suite du déploiement du système de défense anti-missile américain THAAD en 2017. Depuis, Séoul évite de développer sa stratégie de défense dans la région pour ne pas subir la pression chinoise, ce qui explique, par exemple, sa décision de ne pas intégrer le Dialogue de sécurité quadrilatéral, partenariat informel créé en 2007 entre l'Australie, l'Inde, le Japon et les États-Unis, fortement remis sur le devant de la scène par l'administration Biden. De même, Moon Jae-in a mis en place la New Southern Policy<sup>32</sup> qui illustre sa volonté de se dégager une marge de manœuvre à l'égard de la compétition stratégique sino-américaine et de développer une influence vers l'Inde et les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, mais qui se concentre sur des domaines non-sécuritaires. Autre sujet de tensions possibles dans l'alliance : la relation entre le Japon et la Corée du Sud. Séoul, Tokyo et Washington forment un « triangle de sécurité<sup>33</sup> » dont l'un des côtés est toujours en pointillé. Même si en 2020 le quatrième renouvellement annuel du General Security of Military Intelligence Agreement – GSOMIA (accord d'échange de renseignements) s'est déroulé sans accros, les relations entre le Japon et la Corée du Sud demeurent tendues et la présidence Moon n'a pas permis de progresser. En cas de crise sur la péninsule, les troupes américaines déployées au Japon seraient indispensables tout comme les facilités logistiques offertes par les bases et les forces d'autodéfense japonaises.

---

32. C. Wongi, « “New Southern Policy”: Korea’s Newfound Ambition in Search of Strategic Autonomy », *Asie.Visions*, n° 118, Ifri, janvier 2021 ; K. Botto, « South Korea Beyond Northeast Asia: How Seoul Is Deepening Ties With India and ASEAN », Carnegie Endowment for International Peace, 19 octobre 2021 ; G. Flake, « South Korea’s Security Beyond the Peninsula », in *Asia-Pacific Regional Security Assessment 2021*, Londres, Routledge, International Institute for Strategic Studies, 2021.

33. V.D. Cha, *Alignment despite Antagonism: The United States-Korea-Japan Security Triangle*, Redwood, Stanford University Press, 2000.

# Le service militaire : une réforme impossible ?

Le service militaire, aujourd'hui obligatoire pour les hommes, est un sujet de controverses. Les scandales à répétition révèlent une culture autoritaire à tel point que Moon Jae-in, qui a réduit la durée de conscription de 21 à 18 mois, a appelé à un changement profond d'une culture militaire qu'il juge « arriérée<sup>34</sup> ». Les mesures d'amélioration de la condition du personnel, lancées dès 2014, se sont donc multipliées sous sa présidence. En 2020, les conscrits ont par exemple été autorisés à utiliser leurs téléphones portables personnels de 17 h 30 à 22 h la semaine et de 7 h à 22 h le week-end, alors que leur emploi était jusqu'ici interdit au sein des casernes pour des raisons de sécurité<sup>35</sup>. Au même moment, deux sorties par mois ont été autorisées, avec un retour à 21 h 30. Au-delà des conditions de vie, d'autres réformes ont été lancées. En 2019, une loi a permis un « service alternatif » pour ceux refusant de porter les armes pour des motifs religieux ou d'autres raisons personnelles. Suite au suicide à l'été 2021 d'une sous-officier victime d'un harcèlement sexuel négligé par ses supérieurs<sup>36</sup>, une réforme législative voulue par le président est également menée en août 2021 : les crimes sexuels et les homicides commis par des militaires sont désormais jugés devant une cour civile.

Maintenir une armée relativement volumineuse demeure important pour répondre à tous les scénarios envisageables et le service militaire est également un moyen de conserver une armée de réserve conséquente<sup>37</sup>. Pour autant, Séoul, fait face à une « falaise démographique » : le nombre d'hommes de 20 ans va passer de 330 000 en 2020 à environ 240 000 en 2036 et 186 000 en 2039. Des réflexions régulières sont menées pour faire évoluer ce système de conscription vers une professionnalisation ou un système hybride. Les défis du passage à une armée professionnelle sont nombreux : coût, recrutement, absence de consensus de l'opinion publique, etc. De plus, le vieillissement de la population va nécessairement engendrer un accroissement des dépenses sociales. Ces dernières sont déjà passées de 3,1 % à 12,2 % du produit intérieur brut entre 1990 et 2019 et pourraient

---

34. J.-Y. Lee, « Moon Orders Complete Overhaul of Military Culture », *The Korea Herald*, 7 juin 2021.

35. H.-R. Jo, « Mobile Phones in Barracks: Soldiers no Longer under Total Control », *The Korea Herald*, 12 février 2019.

36. Yonhap, « Air Force Chief Offers to Resign over Suicide of Sexually Abused Noncommissioned Officer », *The Korea Herald*, 4 juin 2021.

37. B.-O. Choi, « The Future of the Korean Military Service System: Direction and Challenge for New Korean Military Service System Innovation », *The Korean Journal of Defense Analysis*, vol. 33, n° 3, septembre 2021, p. 481-505.

atteindre 20,1 % à la fin des années 2030<sup>38</sup>. En tout état de cause, dans le domaine des effectifs, les cinq réformes qui se sont succédées depuis 2006, qui avaient pour objectif d'aller vers des armées davantage tournées vers la technologie et moins vers la masse (passer de 678 000 hommes en 2006 à 500 000 en 2022, dont 60 de conscrits), ne semblent pas être allées assez loin. Le nouveau gouvernement aura des choix importants à faire même si le ministère de la Défense nationale sud-coréen affirme qu'il peut compenser cette difficulté en misant sur la technologie. C'est le cœur des projets Smart defense innovation et Defense Vision 2050 mettant l'accent sur la numérisation, l'intelligence artificielle, l'impression 3D, les drones et les robots, etc., mais aussi le recrutement de davantage de spécialistes civils et de sous-officiers professionnels.

---

38. C.-M. Lee, « South Korea's Military Needs Bold Reforms to Overcome a Shrinking Population », in C-M Lee et K. Botto (dir.), *Demographics and the Future of South Korea*, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 2021.

# Conclusion

Moon Jae-in a ainsi poursuivi une politique de défense ambitieuse se situant dans une double continuité : celle de l'autonomisation de la défense sud-coréenne qui anime tous les dirigeants du pays depuis les années 1970 et celle d'une neutralité armée guidée par un profond sentiment d'insécurité et la volonté de ne pas rester passif qui, elle, est la marque des présidents libéraux. Au-delà des éléments de continuité, les facteurs marquants de la présidence Moon dans le domaine de la défense ont concerné un budget historiquement haut, la poursuite et l'accélération de l'acquisition d'équipements de haute-technologie, des succès dans le domaine de l'exportation, la réduction du service militaire à 18 mois et une volonté farouche de modifier la culture des armées. Ce dernier point constitue probablement, avec une réforme des armées non aboutie, un des deux échecs de Moon Jae-in. Empreinte d'un profond conservatisme et théâtre d'une lutte bureaucratique intense entre les armées, la défense sud-coréenne a du mal à se transformer en profondeur.

Yoon Seok-yeol, le nouveau président élu le 9 mars 2022, ne devrait pas bouleverser la politique de défense sud-coréenne. Cependant, il ne cherchera certainement pas une déclaration de fin des hostilités si la dénucléarisation ne progresse pas et répondra de manière plus ferme aux provocations nord-coréennes. Il a également pour objectif d'augmenter la fréquence des exercices militaires conjoints avec les États-Unis et de renforcer la relation triangulaire de sécurité avec Washington et Tokyo, ce qui augure des manœuvres diplomatiques difficiles pour éviter d'être pris dans l'étau de la concurrence stratégique sino-américaine. L'amélioration des capacités militaires sud-coréennes va se poursuivre, en particulier pour la « *Kill Chain* » et le KMD. Sujet de potentielles controverses avec la Chine, le nouveau président pourrait faire pression pour un déploiement supplémentaire de missiles THAAD (*Terminal High Altitude Area Defense*) afin de mieux protéger Séoul des missiles nord-coréens. Enfin, la question d'une réforme de l'outil de défense va sans doute se poser, en particulier pour faire face au déclin démographique.





27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

---

[Ifri.org](http://Ifri.org)